

L'accord sur la Colombie est porteur d'espoir

Image not found or type unknown



Par Roberto Morejón

À La Havane, où des accords définitifs avaient été conclus en 2016 entre le gouvernement de l'époque et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), une nouvelle étape positive a été franchie lorsque les autorités actuelles et les rebelles del Ejército de Liberación Nacional (ELN) (fr. Armée de libération nationale) ont convenu d'un cessez-le-feu de six mois.

Bien qu'il reste encore du temps pour discuter entre les représentants du gouvernement de Gustavo Petro et l'ELN, les observateurs s'accordent à dire que l'accord conclu dans la capitale cubaine est historique.

Gustavo Petro lui-même s'est dit optimiste quant au fait que le groupe d'insurgés se trouve dans une situation différente et qu'il contribue ainsi à la promesse d'une fin complète de la guerre en Colombie d'ici mai 2025.

Il s'agit là de grands mots et d'une aspiration de nombreux habitants de ce pays d'Amérique du Sud, théâtre de décennies de violence.

Ce n'est pas un hasard si l'accord conclu à La Havane a suscité des attentes en Colombie, où l'on s'attend toutefois à ce que les groupes de droite et les élites économiques s'expriment, après avoir surmonté leur surprise initiale à l'annonce de l'accord.

Néanmoins, un cessez-le-feu bilatéral pour une période préliminaire de 180 jours est déjà sur la table, l'avancée la plus précise enregistrée à ce jour au cours du dialogue entre les parties, structuré en trois cycles.

Naturellement, les envoyés de la guérilla et du gouvernement ont indiqué qu'ils souhaitaient un soutien majoritaire de la part de société colombienne.

Au sein de cette société, les paysans, les habitants des communautés et les autres citoyens qui se sont aventurés dans la violence devraient être parmi les premiers à espérer un accord de cessez-le-feu.

Ils attendent toujours, tout comme l'actuel gouvernement colombien, l'établissement d'engagements solides dans la recherche d'une paix durable, si difficile à atteindre, et la construction d'un environnement propice à la justice.

Après les résultats obtenus à La Havane, il sera de plus en plus intéressant de voir les acteurs du dialogue définir de nouvelles avancées au cours du quatrième cycle au Venezuela.

En attendant, il convient de noter que l'organisation, l'impartialité et la discrétion de Cuba ont été une source de satisfaction pour faciliter le bon déroulement d'une partie du dialogue entre le gouvernement et l'ELN.

Il est également encourageant de constater que le président Petro et les insurgés se sont opposés à la classification de Cuba par les États-Unis en tant que pays soutenant le terrorisme et ont donc insisté pour qu'elle soit supprimée.



Radio Habana Cuba